# Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur les relations entre la France et la Jordanie, la situation en Syrie et la question israélo-palestinienne, à Amman le 13 janvier 2019.

2019-01-13

Monsieur le Ministre, cher ami, je suis d'abord très heureux d'être ici, de vous retrouver à peine six mois après ma dernière visite. Je suis d'ailleurs accompagné, à la fois par le président de la Commission des affaires étrangères du Sénat français et par la présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, ce qui montre l'importance de nos liens. Je voudrais aussi dire, Ayman, que c'est en fait mon septième déplacement en Jordanie, puisque c'est le deuxième déplacement comme ministre des affaires étrangères, mais c'est le septième comme membre du gouvernement français, puisque je suis venu déjà quatre fois donc en visite ici depuis quelques années, donc je m'y sens bien. Et je voudrais que ces rencontres régulières confirment les liens qui unissent nos deux pays et confirment aussi l'excellence de nos relations et des relations qu'entretiennent Sa Majesté le roi Abdallah et le président Macron.

Ce que je retiens de l'audience que Sa Majesté m'a accordée et de mes échanges avec vous, Monsieur le Ministre, c'est que cette confiance et ce partenariat entre la France et la Jordanie sont plus que jamais notre force et sont plus que jamais indispensables face aux défis et aux troubles que connaît la région. Ce qui me frappe le plus dans nos échanges qui sont longs et utiles, c'est la confiance. Depuis, encore affirmée, réaffirmée aujourd'hui. Ces échanges portent en premier lieu sur la crise en Syrie, pour nos deux pays qui ont en partage d'avoir été meurtris et de s'être unis dans la lutte contre le terrorisme et dans la lutte contre Daech. La priorité reste l'éradication de Daech. La quête d'une stabilité pérenne au Proche-Orient impose de contrer toute résurgence du terrorisme dans la région. C'est pourquoi nous poursuivrons inlassablement notre engagement en faveur d'un règlement politique de la crise syrienne, dans le cadre de la résolution 2254 du Conseil de Sécurité, seule issue viable à la crise qui déchire le pays depuis près de huit ans.

C'est aussi, cette solution politique, la seule issue pour garantir un retour sûr, volontaire et durable des réfugiés syriens. Et à ce titre, je voudrais, une nouvelle fois, saluer toute l'hospitalité et la solidarité qu'ont démontré non seulement les plus hautes autorités du

Royaume, mais aussi au quotidien le peuple jordanien, en accueillant plusieurs centaines de milliers de réfugiés, harassés par un conflit d'une violence extrême. Et je le redis ici puisque nous en avons parlé, la France continuera d'épauler et de soutenir la Jordanie dans cet effort crucial.

Dans cet esprit de confiance, je pense également à la question israélo-palestinienne, pour laquelle la mobilisation de la France demeure inaltérée. Je tiens à rappeler ici qu'il n'y a pas d'alternative viable et crédible à la solution des deux Etats et aux paramètres définis par la communauté internationale. C'est une évidence, mais il est bon de la rappeler alors que la dégradation constante de la situation sur le terrain met cette solution en danger. Là aussi, le dialogue entre nos deux pays est pour nous essentiel. Et la Jordanie joue sur cette question un rôle majeur, et c'est sur la base de cette convergence de vues que nous continuerons à nous concerter et à oeuvrer ensemble afin de promouvoir ces principes qui sont les nôtres, vous les avez entendus de part et d'autre.

J'ai la conviction que ce dialogue de confiance sur les sujets régionaux trouve sa source aussi dans la grande qualité de notre relation bilatérale. Consciente des défis auxquels fait face la Jordanie, la France se tient aux côtés de ce pays ami. Et dès leur première rencontre en 2017, le président Macron et Sa Majesté le Roi ont souhaité approfondir notre coopération en matière de sécurité et de défense. Un an plus tard, Ayman Safadi et moi-même, nous nous félicitons de constater que d'importants progrès ont été réalisés dans ce domaine. Et parallèlement, comme j'en ai fait part à Sa Majesté, la France souhaite maintenir au cours des prochaines années un haut niveau d'engagement financier en Jordanie, notamment par le biais de l'Agence française de développement. Nous souhaitons ainsi confirmer et approfondir notre accompagnement du Royaume dans le développement des grandes infrastructures de demain ; dans le domaine de la gestion de l'eau, de l'énergie, des transports. Nous sommes le premier investisseur non-arabe en Jordanie, ce qui est le signe de cette confiance. C'est fort de cette confiance et de ce dialogue toujours renouvelés que nous poursuivrons nos travaux tout à l'heure, par une volonté commune de les enrichir et par une volonté commune de paix pour la région et de prospérité pour le Royaume. Merci de votre attention.

Q - La stabilisation en Syrie et l'avenir des relations avec la Russie, pouvez-vous nous en parler ?

R - Globalement sur le processus de paix [en Syrie] ; parce que la guerre n'est pas finie. Il y a deux guerres croisées. Il y a une guerre contre Daech, qui n'est pas achevée. Et ceux qui considèrent que Daech a été éradiqué se trompent. Et puis, il y a une guerre civile interne. Et parfois les deux guerres ont des liens. Il faut, pour sortir de cette situation, que le processus de paix - qui a été initié sous la responsabilité des Nations unies avec son envoyé spécial qui va changer - M. Pedersen vient d'arriver - se poursuive. On connaît le processus, il faut : Constitution, aide humanitaire, retour des réfugiés, élections, reconstruction. Il faut que ce

processus-là se mettre en oeuvre. Et donc, les blocages que nous constatons se dépassent. C'est la seule solution. Ce préalable politique est indispensable pour tout avenir que nous pouvons considérer pour la Syrie, y compris pour la stabilisation des relations entre la Jordanie et la Syrie.

Q - À cause du blocage du processus de paix en Syrie, que pensez-vous de la possibilité pour la communauté internationale de réhabiliter le président syrien, Bachar al-Assad ? Est-ce que vous voyez le président Bachar al-Assad rester longtemps au pouvoir ?

R - Je crois que j'ai fixé tout à l'heure les conditions d'un processus de paix, qui suppose un processus électoral, qui se fasse dans la transparence. Si le président Bachar al-Assad est candidat, il sera candidat. Ce sont les Syriens qui doivent décider de leur avenir. Mais ils ne peuvent le faire que dans un processus de paix qui soit validé par l'ensemble, avec un processus électoral qui s'appuie sur une réforme de la constitution, qui est en cours. Voilà quel est le scénario. Ensuite, les Syriens voteront, et ce que nous estimons c'est que l'ensemble des Syriens doivent voter ; que ce soit les déplacés et les réfugiés aussi, pour désigner leurs propres représentants. Parce que c'est aux Syriens de décider de leur avenir quand les conditions sont réunies pour qu'ils le fassent.

Q - Jusqu'où va la concertation franco-jordanienne concernant les défis de la région et particulièrement tout ce qu'on dit sur le processus de paix et ce "marché du siècle", ce "deal du siècle" ?

R - Nous sommes totalement d'accord. Je pense que vous avez pu vous en apercevoir dans nos déclarations, sur les objectifs. Nous sommes d'accord sur le cadre du futur. Le cadre, c'est le droit international, c'est-à-dire les résolutions du Conseil de sécurité. Nous sommes d'accord sur la méthode ; la méthode ce n'est pas la confrontation ou l'agression, c'est la négociation. Nous sommes d'accord sur l'objectif, ce sont deux Etats vivant dans la paix et la sécurité au sein des frontières reconnues avec Jérusalem pour capitale des deux Etats. Les choses sont claires. Aujourd'hui le "grand deal" n'est pas sur la table, il est dans des effets d'annonce, qui pour l'instant n'ont pas été concrétisés. Mais en ce qui nous concerne, nous sommes d'accord sur le cadre, la méthode et l'objectif.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 janvier 2019

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/268922-jean-yves-le-drian-13012019-relations-franco-jordaniennes-syrie